



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant prolongation de 24 mois
à la société NEXSTONE pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires
sur le territoire de la commune de VITERNE**

N° 2025-0274
AIOT 0006203595

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R.181-45, R.181-46 et R.181-49 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral 2008-604 du 15 février 2010, modifié et complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires 2016-0546 du 3 octobre 2016, 2021-0071 du 5 novembre 2021 et 2023-0804 du 13 novembre 2023 autorisant la société Carrières & Matériaux Nord-Est à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de VITERNE ;

Vu l'arrêté préfectoral 2024-0326 du 25 mars 2025 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société NEXSTONE pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de VITERNE ;

Vu la demande en date du 24 septembre 2025 relative à la prolongation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Viterne déposée par la société NEXSTONE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2025-1022 du 13 novembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 14 novembre 2025 par voie dématérialisée ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 21 novembre 2025 ;

Considérant que la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires, portée par la société NEXSTONE à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courriel en date du 24 septembre 2025 est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que cette demande n'est pas de nature à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement et les risques pour son environnement ;

Considérant que cette demande de prolongation ne concerne que la remise en état du site ;

Considérant que cette demande de prolongation nécessite la mise à jour des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral 2008-604 du 15 février 2010 modifié autorisant la société NEXSTONE (ex-Carières & Matériaux Nord-Est) à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de VITERNE ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier la durée d'exploitation ainsi que le montant des garanties financières ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), en formation « Carrières » sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, dans la mesure où la demande jugée non substantielle n'induit pas de dangers et inconvénients supplémentaires et n'abroge pas de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Viterne, octroyée à la société NEXSTONE par l'arrêté préfectoral 2008-604 du 15 février 2010 modifié est prolongée jusqu'au **6 décembre 2027** afin de permettre la finalisation de la remise en état prescrite par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2021-0071 du 5 novembre 2021 et n° 2023-0804 du 13 novembre 2023.

Article 2 : Garanties financières

Le montant des garanties financières de **221 369 €TTC** se substitue à ceux fixés à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ce montant a été calculé en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

- TP01 (janvier 2025) (base 2010) = 131, 9
- Indice de raccordement = 6,5345
- TVA = 20,0 %

Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 5 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société NEXSTONE

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Viterne

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **26 NOV. 2025**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ